

**Excellence Monsieur le Président de la République**

**Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement, Président du comité Ad Hoc préparatoire du Dialogue politique,**

**Mesdames et Messieurs les membres du comité paritaire,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Chers compatriotes.**

**Excellence Monsieur le Président de la République,**

Au nom de la Délégation des partis politiques de l'Opposition que nous avons l'insigne honneur de conduire et au mien propre, nous avons l'agréable plaisir de prendre la parole, dans cette salle des banquets de la Présidence de la République, pour exprimer notre grande satisfaction de voir s'ouvrir le dialogue politique inclusif ce 28 mars 2017.

**Monsieur le Président de la République,** au moment où **vous vous apprêtez à procéder à l'ouverture** du Dialogue Politique inclusif auquel vous aviez convié l'ensemble des forces vives de notre pays, nous nous réjouissons de la présence dans cette salle, de l'ensemble des compatriotes de l'opposition, de la majorité et de la société civile.

Aujourd'hui, tous les Gabonais ont les yeux rivés vers nous. Leurs questions sont celles de savoir quel modèle d'institutions est le plus pertinent pour leur avenir ? Comment faire du vivre ensemble des Gabonais une réalité moins virtuelle ?

Mais, avant d'aller plus loin dans nos propos, nous tenons à réaffirmer que l'opposition se félicite, dans ce dialogue qui va s'ouvrir, de la présence massive de nombreuses associations des jeunes, des femmes et de la diaspora dont les contributions dans la phase citoyenne doivent pouvoir alimenter et enrichir les politiques au cours de leurs réflexions.

Monsieur le Président de la République, le comité Ad Hoc paritaire chargé de préparer l'organisation du Dialogue politique vous a remis la synthèse du rapport général dont les quatre grands thèmes sont les suivants :

- Les réformes des institutions et la consolidation de l'Etat de droit ;

- Les réformes électorales ;
- La modernisation de la vie publique ;
- La consolidation de la paix et de la cohésion nationale.

Le Gabon a déjà connu au cours de ces vingt-sept dernières années, de nombreuses assises visant à parfaire sa réalité démocratique.

En effet, en 1990, nous avons eu la Conférence Nationale dont de nombreux acteurs sont encore parmi nous.

En 1994, à la suite de la paix des braves, expression désormais rentrée dans l'histoire politique du Gabon grâce à feu Pierre Louis ANGONDJO OKAWE, nous avons eu les Accords de Paris et enfin, en 2006, les Accords d'ARAMBO.

Si toutes ces grandes messes ressemblent aujourd'hui à des rendez-vous manqués pour la nation gabonaise en construction, C'est parce que les acteurs politiques se sont souvent ingéniés à détricoter les résolutions adoptées au cours de ces réunions.

Cependant, nous devons à la vérité de reconnaître que, si la Conférence Nationale a mis fin aux 22 ans de monolithisme politique, les négociations de Paris ont permis une relative transparence lors des élections locales de 1996 ; les Accords d'ARAMBO par contre, ont permis de faire bouger les lignes dans le processus électoral, notamment à travers le principe de la remise des procès-verbaux aux candidats lors des élections ou encore, les enveloppes accolées afin d'éviter tout marchandage de voix.

Aujourd'hui, pour ces nouvelles négociations, nous avons tous, Opposition comme Majorité, une opportunité historique à saisir. Il faut absolument transcender nos différences afin que les actes qui seront issus de ce dialogue puissent faire l'objet d'un respect intégral, qu'on les applique **in extenso**. Les attentes des populations sont fortes. Les réformes doivent réellement impacter sur l'avenir des Gabonaises et Gabonais ; elles doivent aller au fond des problèmes et éviter d'être superficielles. C'est pourquoi nous pensons que les différentes parties prenantes doivent s'engager en toute sincérité en ayant pour ultime objectif, l'avenir du Gabon et de ses populations.

Et dans ces conditions, quoi de plus légitime que de vous demander Excellence Monsieur le Président de la République d'en être le garant. Vous qui avez eu le

mérite de convoquer ce dialogue politique inclusif, nous comptons sur votre engagement à aller jusqu'au bout de cette démarche qui consiste à ramener la cohésion nationale entre fils et filles du pays.

Mesdames et Messieurs, chers compatriotes, il n'y a pas dans ce dialogue des justes d'un côté et des misérables de l'autre côté car nous sommes tous des Gabonais et nous voulons que notre pays s'engage sur la voie de la prospérité partagée par tous. Ce n'est pas non plus une grande messe de partage de trophées politiques même si dans la gestion de la cité, l'efficacité de l'action dépend du rôle qu'on joue dans la sphère décisionnelle.

Aussi, au-delà de nos différences, ce qui doit nous animer au cours de ce dialogue, c'est l'esprit de fraternité et d'ouverture. Sachons entendre la plainte du citoyen gabonais et son désir d'équité afin de bâtir un mieux-vivre ensemble.

Vive la République.

Vive le Gabon.

Je vous remercie.